

Appealing Agency	UNITED NATIONS HIGH COMMISSIONER FOR REFUGEES (UNHCR)
Project Title	La protection des personnes déplacées internes, la réintégration et la coexistence entre les retournés (IDPs et rapatriés) et des communautés du Nord du Mali non déplacées.
Project Code	MLI-13/P-HR-RL/53486/R
Sector/Cluster	PROTECTION
Objectives	<ul style="list-style-type: none"> • Soutenir les activités permettant le retour volontaire des IDP vulnérables dans la sécurité et la dignité (transport, récupération des terres et des maisons). • Améliorer l'accès à la documentation (cartes d'identité, actes de naissance). • Contribuer à un dialogue et une cohésion sociale entre les différentes communautés ethniques du Nord du Mali à travers des séances d'éducation, des travaux d'intérêt commun, et des activités génératrices de revenus. • Renforcer les capacités des autorités et de la société civile dans le domaine de la prévention, et la résolution pacifique de conflits. • Fournir les services essentiels de protection aux déplacés dans les familles d'accueil. • Assurer le suivi des besoins de protection et des violations des droits des personnes déplacées • Coordonner les activités du cluster protection au niveau national et régional au Mali.
Beneficiaries	Total: 237,650 89250PDIs, Retournes (15750IDPs et 1750rapatriés spontanés), 1309000 personnes des communautés du Nord Mali non déplacées Children: 128,331 Women: 55,753 Other group: 53,566 Hommes
Implementing Partners	INTERSOS, IEDA, GREFFA, NRC, DRC, OIM, ACTED, CRS
Project Duration	Jan 2013 - Dec 2013
Current Funds Requested	\$16,514,779.00
Location	NOT SPECIFIED
Priority	IMMEDIATE
Gender Marker Code	2a - The project is designed to contribute significantly to gender equality
Contact Details	Penelope Muteteli, muteteli@unhcr.org, +223 61374908
Enhanced Geographical Fields	Gao Kidal Mopti Tombouctou Bamako - Commune 1 Bamako - Commune 6 Kayes - Kayes Kayes - Yelimane Koulikoro - Kati Koulikoro - Koulikoro Segou - Bla Segou - Niono Segou - San Segou - Segou

Needs

Le Mali est actuellement dans une situation de transition politique suite à un coup d'état militaire qui a eu lieu au mois de mars 2012. La crise politique a été précédée par une crise alimentaire et nutritionnelle et a été renforcée par

l'occupation des régions du Nord par les insurgés. Tous ces grands événements ont entraîné une situation d'insécurité grandissante, une détérioration économique importante et de graves violations des droits de l'Homme. A la fin du mois d'avril 2013, le nombre de personnes déplacées par le conflit est estimé à 476.412 personnes, dont 300.783 IDPs et 175.629 réfugiés.

Depuis le 11 Janvier 2013, une intervention militaire de l'armée française et de l'armée malienne et complétée par les forces de la MISMA a permis de réduire la présence des groupes islamistes. Des nouveaux cas de violation des droits de l'Homme ont été rapportés mais n'ont pas fait l'objet de suivi approprié.

La capacité du Gouvernement et des autorités locales à protéger les populations affectées par la crise a été gravement entravée par la persistance de la crise politique et le manque de sécurité dans les régions du Nord. Des cas de violation graves des droits de l'Homme ont été signalés dans les régions du Nord et du Sud depuis le déclenchement de la crise. Les groupes islamistes restent une menace réelle au Mali et utilisent des explosifs et des attaques suicides par des kamikazes. Dans des centres urbains, il y a des IDPs notamment des femmes qui sont régulièrement expulsés des maisons qu'ils louaient par manque de moyens. Certaines sont souvent obligées de s'adonner à la pratique du sexe de survie ou de donner leurs filles en mariage précoce.

Depuis le mois de février 2013, des rapports produits par OIM signalent qu'environ 14.400 personnes ont quitté le Sud vers le Nord du Mali. Cependant il n'y a pas encore de système de suivi de ces mouvements dans les régions du Nord pour s'assurer que ces mouvements constituent des retours durables.

Il sera nécessaire de faciliter le transport pour les IDPs vulnérables et les réfugiés spontanés qui exprimeront le besoin de retourner dans leurs villages. Les IDPs ont besoin d'avoir des informations objectives et sûres sur les conditions de vie prévalant dans leurs zones d'origine.

Il sera aussi nécessaire d'appuyer le gouvernement dans la mise en place d'un mécanisme de suivi pour la réintégration des IDPs retournés et des réfugiés rapatriés en tenant compte aussi des populations non déplacées.

Plus de 50% des IDPs ont déclaré qu'ils n'ont pas de documents d'identité. En cas de retour des IDPs et des réfugiés, il se posera des problèmes de récupération des terres et autres biens laissés pendant la fuite. Des mécanismes doivent être mis en place pour s'assurer que les retournés récupèrent leurs biens. Il doit y avoir un mécanisme permettant de veiller à ce que les retournés ne soient pas victimes de discrimination.

Des tensions ethniques, et inter et intracommunautaires, ont été rapportées dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti entre les individus qui ont soutenu ou sont accusés d'avoir soutenu les groupes islamistes et ceux qui ne les ont pas soutenus. Des cas de pillage, ciblage et de discrimination de groupes minoritaires ont aussi été rapportés. Ces tensions méritent d'être suivies, étudiées et rapportées. De plus, la présence des groupes d'auto défense, ainsi que l'absence de l'Etat constitue une préoccupation majeure de sécurité pour les populations affectées. Les femmes et les enfants sont particulièrement visés par ces conflits entre les communautés en tant que victimes directes et indirectes.

Le Gouvernement a mis en place la Commission Dialogue et Réconciliation au niveau de Bamako mais cette commission n'est pas encore installée dans les régions qui connaissent des tensions interethniques. Elle a besoin d'un appui de la communauté humanitaire.

Activities or outputs

Les principales activités devant aboutir à la réalisation des objectifs ci-dessus sont:

1. Monitoring de protection: collecte, analyse et partage des données de protection et rapport sur les cas individuels; mécanisme de suivi précis et dynamique pour surveiller l'évolution des niveaux de vulnérabilité et des conditions de vie des personnes déplacées et de leurs familles d'accueil, des retournés (IDPs et réfugiés) et des populations non déplacées du Nord pour assurer une meilleure assistance.
2. Effectuer des évaluations dans les zones de retour et suivre les mouvements de population transfrontaliers pour vérifier si les conditions de retour sont réunies.
3. Organiser les visites dans les régions du Nord pour les IDPs qui le veulent se rendre compte de la situation et de prendre une décision réfléchie; Impliquer beaucoup les femmes dans ces visites.
4. Organiser des campagnes d'information de masse en faveur des IDPs pour leur permettre de prendre une décision réfléchie et informée concernant leur retour.
5. Faciliter le retour pour les IDPs et les réfugiés vulnérables à travers la mise à disposition des moyens de transport et des kits de retour en faisant particulièrement attention aux femmes et aux enfants.
6. Contribuer à la prévention de la violation des Droits de l'Homme et établir un système d'alerte précoce/rapide sur les menaces de protection et les mouvements de population.

7. S'assurer que les retournes recouvrent leurs biens laissés pendant la fuite (maison, terre, parcelle) et leurs accès aux services de santé, d'éducation, et d'abri, etc;
8. S'assurer que les retournes IDPs et réfugiés, en particulier les femmes ne soient pas victimes de discrimination dans les zones de retour.
9. Assister les familles vulnérables en particulier les femmes chefs de ménage dans le paiement des frais de loyer à travers un programme de cash transfer.
10. S'assurer que les retournes IDPs et réfugiés et leurs enfants aient accès aux documents d'identité, aux actes de naissance et autres documents d'état civil.
11. Contribuer à la prévention des conflits entre les communautés maliennes en organisant des dialogues, et des séances de sensibilisation et d'éducation de résolution pacifique des conflits
12. Mettre en place des activités génératrices de revenus regroupant les hommes, les femmes et les jeunes de différents groupes ethniques (arabes, touaregs, sonrhais, peuls etc).
13. Renforcer la capacité des acteurs nationaux (autorités et société civile) dans la restauration de la cohésion sociale à travers les formations et séances d'échange d'expérience
14. Entreprendre des travaux d'intérêt commun, notamment la construction ou la réhabilitation des maisons avec la participation des différentes communautés ethniques.
15. Travailler en coordination avec les clusters santé, sécurité alimentaire, abri d'urgence et protection afin de fournir une aide aux personnes affectées par le conflit
16. Mettre en place des structures de coordination du cluster protection dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal et assurer une bonne coordination entre les agences chefs du Cluster Protection et les du Sous Cluster de Protection.
17. Etablir des aides juridiques locales afin d'offrir une assistance juridique gratuite pour les personnes déplacées et retournées avec un accès particulier aux femmes et aux filles

Indicators and targets

Les principaux indicateurs sont:

4 structures d'évaluation de la situation de protection et 4 structures de monitoring de réintégration des retournes IDPs et réfugiés sont fonctionnelles dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti et partagent leurs informations avec le cluster protection sur une base mensuelle

5 « go and see visits » sont organisées pour les IDPs de Bamako et Segou vers Gao, Mopti, Tombouctou et Kidal avec l'implication des femmes ;

50% des IDPs vulnérables et des rapatriés spontanés bénéficient d'un moyen de transport adéquat.

50% des retournes recouvrent leurs biens, maisons et autres propriétés et ont accès à la documentation.

4 structures chargées des programmes de coexistence pacifique sont fonctionnelles à Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti.

4 Projets d'activités génératrices de revenus rassemblant les hommes, les femmes et les jeunes de différents groupes ethniques sont mis en place.

500 personnes bénéficient des séances d'éducation à la paix d'ici la fin de l'année 2013.

10% des populations du Nord du Mali bénéficient des séances de coexistence pacifique et sont impliqués dans des activités d'intérêt commun bénéficiant à toutes les communautés.

Les causes et sources des conflits entre les communautés sont connues et régulièrement suivies pour le déclenchement d'un alerte précoce en cas de besoin.

7 structures de protection mises en place à Gao, Tombouctou, Kidal, Mopti, Bamako, Koulikoro et Ségou 75% des PDI, y compris des enfants et des femmes, identifiés comme vulnérables/affectés ont été référés aux institutions spécialisées dans la prise en charge de qualité dans les zones cibles d'ici fin 2013.

les structures étatiques, comme la Justice, la police et la gendarmerie, sont formées pour une réponse de meilleure qualité aux besoins des populations vulnérables, et en particulier des femmes.

50% des localités de retour ciblées ont bénéficié des activités d'appui au retour et à la coexistence pacifique d'ici la fin de 2013.

30 % des femmes vulnérables identifiées ont accès au logement grâce à travers le cash transfer.

United Nations High Commissioner for Refugees	
Original BUDGET items	\$
Programme Costs	1,318,500
Support Costs	146,500
Total	1,465,000

United Nations High Commissioner for Refugees	
Current BUDGET items	\$
Programme Costs	16,019,336
Support Costs	495,443
Total	16,514,779